



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article4933>

Chroniques de Gaza : mai 2016

- Pour comprendre - En Israël-Palestine - Gaza -

Date de mise en ligne : lundi 23 mai 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Lundi 23 mai

Pas de mauvaises surprises pour rentrer à Gaza. Le plus difficile est d'obtenir l'autorisation.

En arrivant d'Ashkélon, le mur apparaît d'un coup avec les miradors.

Puis c'est le poste frontière israélien où les choses sont simples quand on a obtenu, suite à une "demande de coordination" sollicitée par le consulat de France à Jérusalem, la fameuse autorisation. On sort de la zone israélienne par une porte blindée.

De l'autre côté, sur plusieurs centaines de mètres, les Israéliens ont interdit les cultures. On avance à pied dans un très long couloir totalement grillagé (entouré de terrains vagues) jusqu'au poste tenu par l'Autorité Palestinienne suivi de celui tenu par le gouvernement de Gaza. Là il fallait avoir une autorisation sollicitée par une association "crédible" de Gaza (en l'occurrence le PCHR ou l'UAWC). Le papier d'autorisation sera notre sésame en cas de contrôle (peu probable).

Notre ami et partenaire est là.

La première vision de Gaza, c'est qu'il y a eu des reconstructions importantes mais partielles. Et c'est essentiellement tout ce qui permet à l'économie de fonctionner qui a été pulvérisé en premier pendant "Bordure Protectrice" en 2014 : les champs, les puits, la centrale électrique, le traitement des eaux, les petites entreprises, les ateliers, les hangars. Mais pas seulement : maisons, appartements, hôpitaux et écoles ont payé un lourd tribut. Dans Gaza, notre ami s'amuse devant une très grande place remise en herbe : "c'était une prison tenue par les Turcs, puis les Britanniques, puis par les Israéliens, puis par l'Autorité Palestinienne, puis par le Hamas. Les Israéliens ont donné un temps très bref pour l'évacuation de cette prison avant de la détruire". Pris de court, le gouvernement de Gaza a dû libérer les prisonniers. Notre ami rit en pensant que cette prison n'existe plus.

Nous sommes hébergés de façon extrêmement confortable dans un bel appartement au loyer inaccessible pour la grande majorité des Gazaouis. C'est une obligation exigée par la "Sécurité" de Gaza. Là, nous subissons peu les coupures de courant puisque une ampoule et deux prises sont alimentées par un groupe électrogène. Qui possède ces immeubles sur le front de mer ? Eh bien, la société de Gaza n'est pas égalitaire et, au milieu d'une grande majorité de très pauvres, il y a des riches et même des très riches avec des villas cossues. Pour notre ami, la plupart des fortunes se sont constituées dans la collaboration avec un occupant, l'appui d'un puissant ou le trafic (les tunnels quand ils existaient).

L'UAWC (Union des comités de travail agricole).

Son dirigeant Mohamed al Bakri (qui a fait de nombreuses conférences en Europe) a demandé et obtenu notre autorisation d'entrer à Gaza.

Il nous parle d'abord du blocus. L'an dernier, il y a eu en tout et pour tout 4 jours d'ouverture de la frontière de Rafah (avec l'Égypte).

Du côté Erez où nous avons vu très peu de monde (surtout des malades), les "gens simples" n'obtiennent plus d'autorisation. 3000 personnes qui avaient une autorisation régulière de passer l'ont perdue depuis janvier. Ceux qui passent sont souvent les malades hospitalisés à Beersheva ou Jérusalem.

Le blocus ne concerne pas que les gens mais aussi les matériaux. Le seul ciment qui passe est celui de l'ONU. Les moteurs de bateaux ou les engrais pour les paysans ne passent pas.

Pour l'électricité, c'est une alternance 8 heures avec, 8 heures sans dans les bons cas. Parfois c'est 6 heures avec, 12 heures sans. Cela cause des problèmes aux industries et aux agriculteurs. Mais aussi aux hôpitaux quand c'est doublé par une pénurie de fuel. Cette pénurie augmente les coûts de production.

Pour la santé le principal problème est la pénurie de médicaments, surtout dans le domaine de la cancérologie.

Les frontières étant presque toujours fermées, les exportations sont limitées et aléatoires selon le bon vouloir de l'occupant, ce qui condamne une partie de l'activité économique.

Il manque à Gaza des décisions politiques. Par exemple, que faut-il planter dans la zone qui jouxte la barrière ? La Croix Rouge a aidé les paysans à réhabiliter les zones dévastées par les chars israéliens mais elle ne les protège pas contre les agressions qui continuent.

Le sort des pêcheurs reste tragique. Ils sont entre 3500 et 4000. Ils ont obtenu l'autorisation de pêcher sur 9 milles au sud et 6 au nord. Mais il y a très peu de poissons dans cette zone côtière. Tous les jours, les Israéliens attaquent des pêcheurs, confisquent des bateaux, tirent. En cas de confiscation du bateau (sur Ashdod), le pêcheur peut être vite relâché mais le bateau qui le fait vivre n'est parfois rendu que des mois après. Le poisson, nourriture traditionnelle, devenue trop rare est très cher et inaccessible pour beaucoup.

Le territoire de Gaza est surpeuplé (2 millions d'habitants sur 360 Km²). Le taux d'accroissement de la population est de 3,9% par an.

On manque d'éducation, de matériel de construction, mais surtout d'eau. L'aquifère produit naturellement 110 millions de m³ d'eau par an et le territoire en consomme 185 millions. Alors la mer remplit ce qui disparaît et l'eau devient inconsommable car salée.

La pauvreté et le chômage ont plein de conséquences : une augmentation très nette des mariages précoces, des divorces, des accidents domestiques, des vols et de l'insécurité.

On assiste à une perte d'espoir dans la jeunesse : tous les ans, 21000 étudiants sortent de l'université avec de hautes qualifications mais il n'y a pas de travail pour 95% d'entre eux.

Il y a un manque d'argent pour créer des affaires. Le manque d'espoir explique les abandons d'étude, l'apparition de boat people venus de Gaza ou l'augmentation des suicides.

Les femmes sont davantage victimes de cette dégradation. Des maladies comme les cancers du sein ou les troubles mentaux se développent et sont directement liées à la situation.

La pauvreté fait que la population se nourrit de produits de très basse qualité parce que la nourriture saine est trop

chère. Parfois en cas de coupure de courant, la nourriture avariée par le manque de froid est quand même consommée.

Les gens ne savent plus de quoi demain sera fait. Comment faire des projets utiles ?
L'UAWC essaie de proposer des solutions : accès à la terre, à l'eau, résilience.

Elle donne des filets aux pêcheurs, du matériel aux agriculteurs.

Elle fait des études sur l'utilisation des eaux usées, la culture sous serre ou hors sol (pour économiser l'eau). Dans le domaine des fraises (qui est historiquement une spécialité de Gaza), les résultats sont excellents.

La suite demain, on est crevé.

NDLR :

[Lire la chronique \(2\)](#)

[Lire la chronique \(3\)](#)

[Lire la chronique \(4\)](#)